

nous pourrions toujours nous les rendre profitables. Nous n'ignorons pas la fertilité des Etats de l'Ouest; nous savons qu'elle est inépuisable et c'est pour moi une chose évidente que la nécessité où ils sont d'avoir un autre débouché vers la mer que ceux de New-York et de Boston. Cette nécessité à laquelle se trouvent réduits les intérêts tout puissants de l'Ouest devra avoir une influence décisive sur la politique commerciale des Etats-Unis, et pour peu que nous sachions attirer vers le St. Laurent les produits de cette partie de la république voisine en lui donnant encore plus d'avantages, on ne saurait douter que nous nous assurerons ainsi des garanties pour la paix future des deux pays. Cette chambre se rappelle les résolutions qui furent adoptées sur cette question par les états du Wisconsin et d'Illinois, il y a une couple d'années, et qui contenaient un ou deux faits de la plus haute valeur comme preuve de la nécessité pour les Etats de l'Ouest d'avoir un débouché vers la mer par le St. Laurent. Le mémorial basé sur ces résolutions citait les faits suivants :

" Quoiqu'il n'y ait eu de cultivé que la dixième partie de la surface arable des Etats du N. O., le rendement n'en a pas moins été pour 1862 de 150,000,000 minots de blé, et, dans le seul Etat de l'Illinois, la quantité de céréales exportées chaque année, pendant les deux années qui viennent de finir, aurait pu suffire amplement à nourrir une population de dix millions. Depuis quelques années, il se perd malheureusement sur champ une partie des moissons, par suite de l'impossibilité où les chemins de fer et les canaux se trouvent de ne pouvoir tout écouler vers la mer; et le Nord-Ouest semble avoir atteint une production telle que les moyens de transport artificiels ne suffisent plus, et qu'il lui faut de toute nécessité recourir aux débouchés que la nature elle-même a créés. Depuis deux ans il n'a cessé d'encombrer les convois de chemins de fer et les canaux de plus de 100,000,000 de minots de grain, à part les quantités immenses d'autres produits, et un chiffre énorme de bêtes à cornes et de troupeaux de porcs. La prospérité future des Etats qui bordent les grands lacs dépend donc en grande mesure des moyens faciles de transport qu'ils auront vers les marchés étrangers; aussi en l'a-t-il un intérêt vital dans la question de l'ouverture du St. Laurent, qui est le débouché naturel des lacs vers la mer et qui est aussi la voie par laquelle l'Angleterre pourrait augmenter de beaucoup ses importations de céréales et de produits des Etats-Unis, et cela à un quart de moins qu'auparavant. L'expérience certaine a démontré, dans les chargements de blé d'Inde de Chicago pour Liverpool, que le fret s'élève souvent jusqu'à 75 de la valeur du minot rendu à Liverpool, et plus que la moitié du prix du blé se trouve perdu aujourd'hui par suite de l'insuffisance des moyens de transport. La consommation européenne de nos céréales en déter-

mine le prix sur tous nos marchés. L'excédant de céréales du Nord-Ouest est de 50 à 60,000,000 de minots sur la demande des Etats de l'Est, et lorsque ce surplus est exporté sur leurs marchés, ce sont les cotes étrangères qui fixent la valeur de la récolte toute entière. L'intérieur de l'Amérique du Nord est arrosé par le St. Laurent, qui assure ainsi aux pays qui bordent les lacs un débouché naturel vers la mer, et c'est par ce magnifique chenal que doivent s'acheminer les produits agricoles de la vaste région des lacs. L'esprit commercial de notre époque empêche les jalousies internationales de s'étendre jusqu'aux grandes voies naturelles de communication, et les gouvernements anglais et américain sauront apprécier la valeur de cet esprit et se soumettre à son influence. Une fois le débouché ouvert dans toute sa plénitude jusqu'à la mer par le St. Laurent, les lois naturelles du commerce que la politique des Etats-Unis a toujours entravées, reprendront le dessus et y achemineront les produits du Nord-Ouest."

C'est pourquoi, je vous le dis :—Donnez-nous le chemin de fer intercolonial; donnez-nous le contrôle du St. Laurent; donnez-nous un gouvernement au moyen duquel nous puissions inaugurer une politique nationale; donnez-nous la haute-main sur les pêcheries, et nous pourrions nous assurer avec les Etats-Unis une réciprocité d'échanges telle que le Haut-Canada la veut. Si, au contraire, nous restons désunis, si les provinces du golfe gardent le contrôle des pêcheries, et si le Canada n'a rien à offrir pour ce qu'il demande des Etats-Unis en fait de relations commerciales, de céréales, etc., j'affirme que notre position devient des plus critiques. Mais j'ai parlé plus longtemps que je ne le voulais, et je sens que la chambre est fatiguée—(cri de : Non ! non ! "Continuez !") : je suis tombé dans le même faute que mes devanciers. Cependant, je veux encore faire une dernière observation; ce sera ma conclusion. On a dit qu'il fallait une dissolution des chambres avant de décider finalement de la question.—eh ! bien, M. l'ORATEUR, le temps presse trop pour cela. Je le répète de nouveau, nous n'avons ni un jour, ni même une heure à perdre avant d'entreprendre ces grands travaux de défense qui pourront peut-être seuls sauver notre autonomie.

L'HON. J. S. MACDONALD — Quels travaux de défense ?

L'HON. M. ROSE — Les travaux dont j'ai parlé.

M. T. C. WALLBRIDGE — Quels sont-ils ?

L'HON. M. ROSE — Est-ce que quelqu'un sait, et au cas où il le saurait, devrait-il dire où ces ouvrages doivent être faits ? Tout